

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS 150 AGENTS DÉBRAYENT ET MANIFESTENT !

Afin de montrer leur farouche opposition aux suppressions d'emplois et aux réformes déstabilisantes (tant pour les droits des agents que pour l'exercice des missions), ainsi que pour exprimer leur soutien aux représentants des personnels reconvoqués pour le CTL « suppressions d'emplois », 150 agents du département ont débrayé de 8h45 à 9h30 ce jeudi 22 janvier.

Ils ont manifesté devant les centres de Dax et de Mont de Marsan. 200 signatures d'une « *adresse au directeur, au préfet et au public* » (lire au verso) ont été récoltées et les contribuables présents ont été sensibilisés par un tract expliquant les raisons de la colère des agents.



A Mont de Marsan (crédit photo Solidaires)



A Dax (crédit photo Sud Ouest Landes)

"Nous manifestons contre cette dégradation du service public", commentait ce jeudi matin, Lucie Dolhats, militante de Solidaires Finances publiques.

"Notre charge de travail augmente, ce qui entraîne une réorganisation de services et l'abandon de certaines missions. Nous nous mobilisons pour nous mais aussi pour les contribuables."

Virgin Radio et Sud Ouest ont couvert la mobilisation. A Dax, les manifestants se sont rendus à la sous-préfecture pour transmettre nos revendications au préfet. Désormais, le Directeur ne pourra plus jouer sa petite musique préférée sur l'air de « *tout va très bien madame la marquise...* ».

COMPTE RENDU DU CTL JUSQU'A NOTRE DEPART

Lors de la première réunion du CTL « suppressions d'emplois », les élu-es avaient demandé la convocation d'un CTL spécifique sur les restructurations de services « noyées » dans l'ordre du jour initial (PRS Mont-de-Marsan, PCRP et EDR), précédé d'un CHSCT dédié tel que le prévoient les textes.

Pour cette seconde convocation, le président n'a pas accédé à la demande des élu-es, se contentant de rajouter ces points à l'ordre du jour sans fournir de documents concrets, tels que le périmètre, l'évaluation des charges, l'incidence sur les missions, les emplois et les conditions de travail des agents !

A la demande pressante des élu-es de SOLIDAIRES Finances Publiques et de la CGT, le président a été contraint de retirer les deux premiers points de l'ordre du jour (PRS et PCRP). Concernant la mise en place du PCRP, le président a convenu d'une « *maladresse* » dans la rédaction du document soumis aux élu-es et a confirmé qu'il ne s'agissait que d'une harmonisation entre les sites de Mont-de-Marsan et de Dax, et surtout pas de la mise en place du PCRP, qui suppose la disparition de toutes les structures existantes, l'établissement d'un nouveau périmètre, d'un calibrage des emplois et l'affectation sur cette nouvelle structure par voie de mutation.

Le moment de flottement ressenti au sein des responsables de l'administration nous laisse à penser que la préparation de ce point de l'ordre du jour relevait très clairement d'un pilotage à vue !

Quant au PRS, dont la création n'a jamais été votée en CTL, le directeur a dû admettre que les « *régularisations d'emplois* » ne pouvaient pas être légalement entérinées lors de cette séance.

A l'issue d'une interruption de séance, seuls les élus de SOLIDAIRES Finances Publiques et de la CGT ont refusé de siéger sur le point consacré aux suppressions d'emplois et ont quitté la séance. En effet, dans le contexte d'une mobilisation massive des agents de Dax et Mont-de-Marsan, il n'était pas concevable de siéger pour avaliser les suppressions d'emplois et cautionner ce simulacre de concertation.



**Adresse des agents
des Centres des Finances Publiques de Mont de Marsan et Dax
au Directeur départemental des Finances Publiques,
au Préfet des Landes
et au public**

A l'heure où nos valeurs d'Egalité, de Fraternité et de Solidarité sont malmenées, et alors que les politiques d'austérité continuent de maltraiter les salariés, il est plus que jamais nécessaire de replacer le rôle et les missions de la DGFIP au cœur de la République, plutôt que d'avoir une simple vision ultra libérale des enjeux de société.

Les agents des Finances Publiques de Mont de Marsan et de Dax, comme tous leurs collègues, se battent pour le maintien et le développement d'un service public qui réponde aux besoins de tous ses usagers, en ville comme dans les campagnes.

Ils se sont rassemblés ce jeudi 22 janvier devant leur centre pour exprimer leur mécontentement face :

- Aux 10 nouvelles suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux précédentes, soit une centaine en dix ans,
- Aux reculs du service public fiscal, foncier et comptable qui se traduit par la fermeture de services, par le rabougrissement et l'hétérogénéité des horaires d'ouverture au public,
- Aux réformes de structures imposées sans concertation et qui dégradent l'exercice des missions,

Les agents des Finances Publiques de Mont de Marsan et de Dax manifestent ainsi leur soutien aux élu-es du personnel et exigent du directeur :

- L'arrêt des suppressions d'emplois,
- La création d'emplois statutaires pour le maintien de tous les sites et de toutes les missions,
- L'affectation de titulaires sur tous les emplois vacants,
- Le maintien de tous les services de proximité

**Non, ce ne sont pas les fonctionnaires qui sont responsables de la crise actuelle !
Oui, créer des emplois aux Finances serait économiquement rentable et socialement utile !**